

COMPTES-RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

CASSIOLI Marco, *Frontiera e transito. La Val Nervia tra Liguria e Provenza (secoli XII-XVII)*, préface de Jean-Paul Boyer, Bologne, Marietti, 2018, 258 pages.

Issu d'une thèse de doctorat préparée en cotutelle entre l'Université d'Aix-Marseille et l'Université de Turin, le livre de Marco Cassioli reconstitue, dans « la longue durée », la genèse et l'évolution de la frontière entre Provence et Ligurie et son impact sur les sociétés locales. Le cadre géographique de l'enquête est, plus précisément, la vallée de la Nervia, territoire de montagne à cheval entre les provinces de Vintimille et de San Remo.

Cet espace possède une particularité unique par rapport aux autres vallées de la Riviera du Ponant et du Pays niçois. De 1262 à 1796, il forma comme une marche entre deux États en conflit. Ce furent d'abord la Provence « angevine », étendue aux villages de Pigna, Buggio et Rocchetta Nervina, et la commune de Gênes. Cette dernière tenait Castel Vittorio, Baiardo, Camporosso et contrôlait encore Dolceacqua, Apricale, Isolabona et Perinaldo, sous la seigneurie des Doria. À compter de 1388, Gênes se heurta à l'État savoyard qui, au début du XVI^e siècle, étendit son pouvoir sur l'essentiel de la vallée. En 1524, les Doria de Dolceacqua, menacés par les Grimaldi de Monaco, se soumirent au duc de Savoie, abandonnant ainsi leur traditionnelle alliance génoise.

Le champ chronologique couvert par la recherche de Marco Cassioli va de la première moitié du XII^e siècle, quand l'arrière-pays de Vintimille et de San Remo entre dans la sphère d'influence de La Superba, jusqu'à la fin du XVII^e. À ce moment, Gênes réaffirme et consolide son pouvoir sur le Ponant, à la suite de guerres victorieuses contre la Savoie (1625 et 1672).

Les sources consultées sont, pour l'essentiel, inédites. Elles sont conservées dans les archives ou les bibliothèques de trois pays. Une grosse contribution vient, pour la France, des Archives départementales des Alpes-Maritimes (Nice). Pour l'Italie, la liste impressionne, avec les Archives d'État de Gênes, d'Imperia et de Turin, les Archives communales de Pigna, les Archives historiques du diocèse de Vintimille-San Remo, les Archives paroissiales de Castel Vittorio et de Pigna, enfin la Bibliothèque Clarence Bicknell de l'Institut international d'études ligures (Bordighera). La série se conclut avec les Archives du Palais princier de Monaco. L'auteur a mobilisé, au total, un bon millier de documents. Parmi eux se distinguent les 681 actes rédigés par le notaire Giacomo Moriano de Baiardo, dans les années 1570-1602, et les pactes entre communautés, pour l'exploitation de leurs terroirs. Le seul bilan des sources prévient déjà de la vigueur des institutions communautaires dans cette zone de la Ligurie, aux autonomies locales fortes et pérennes.

Eu égard à ces « universités », comme se désignent lesdites collectivités, l'enquête approche d'un essai d'« histoire totale ». Elle recueille l'héritage de l'École des Annales, dans son évolution vers l'anthropologie historique ; mais elle ne renie pas pour autant une belle tradition historiographique régionale. Plus précisément, elle naît du désir de poursuivre les recherches sur l'arrière-pays de Vintimille, lancées au XIX^e siècle par Girolamo Rossi (1831-1914), auteur de la première monographie sur la vallée. En ce qui concerne la méthodologie, les contributions majeures en français et en italien sur l'histoire des Alpes ont été fondamentales pour situer et comprendre le cas de la Nervia. En particulier, l'essai de Jean-Paul Boyer sur la vallée de la Vésubie aux derniers siècles du Moyen Âge a été un véritable modèle pour toutes les phases du travail, mais surtout pour les XIII^e-XV^e siècles.

La première partie du travail met en lumière l'importance économique comme stratégique de la Nervia, dans les contextes alpin et méditerranéen. Elle analyse, en conséquence, les politiques poursuivies dans cette zone tant par Gênes que par la Provence ou par la Savoie, quant aux routes, aux échanges ou à l'habitat. Elle retrace, concurremment, les relations complexes et à l'occasion conflictuelles entre seigneurs et communautés.

La deuxième partie se penche sur les sociétés locales au XVI^e siècle, période d'authentique transition entre le Moyen Âge et l'époque moderne. Une attention particulière est dédiée aux Doria de Dolceacqua, unique famille noble de la vallée, et à leur rôle dans le développement « proto-industriel » du territoire, en qualité d'entrepreneurs du vin, du papier et de l'huile d'olive. Toutefois, la propagation des idées réformatrices dans les villages gouvernés par le duc de Savoie et le renouveau catholique, après le concile de Trente, se sont révélés des axes aussi importants de l'enquête.

Dans une troisième partie, Marco Cassioli vérifie jusqu'à quel point la présence d'une frontière influence la vie et les activités quotidiennes des habitants. Il a voulu savoir si cette présence l'emportait ou non sur un autre facteur décisif, qui avait également déterminé le caractère de la vallée au cours des temps. Entendons le passage de voies de transit entre la Ligurie du Ponant, l'est du Pays niçois et le Piémont méridional.

Même si elle se divisait en trois ensembles souvent juxtaposées, la Nervia maintint, au cours des âges, une unité qui allait au-delà d'un simple fait de géographie physique. Elle demeura, avant et après le partage de l'ancien comté de Vintimille, un espace d'échange entre les montagnes ligures et provençales, entre la Méditerranée et la plaine du Pô. Dans le cadre d'un système qui englobait toutes les communautés de la vallée, les activités artisanales et les métiers pratiqués dans un village étaient complémentaires de ceux qui s'exerçaient dans les autres localités. Le partage des tâches répondait aux exigences d'un territoire caractérisé par sa production considérable de denrées alimentaires (vin, huile d'olive, châtaignes) et par sa position stratégique dans la circulation des hommes ou des biens. La présence de cordonniers, vanniers et fabricants de cercles pour les cuves et les tonneaux à Apricale, de tonneliers et de forgerons à Baiardo, de transporteurs à Castel Vittorio démontre la réalité d'un petit monde ouvert, en son sein et vers l'extérieur. En bref, la route dominait l'horizon du quotidien et donnait à la Nervia son individualité, davantage que la frontière.

En définitif, le récent ouvrage de Marco Cassioli réveille l'intérêt pour l'unité spatiale et humaine des Alpes maritimes, à peu près au sens que lui donnait jadis un Pierre Gioffredo († 1692) dans ses encore exemplaires *Corografia delle Alpi Marittime* et *Storia delle Alpi Marittime* (Turin, 1839). Quoique centrées sur une vallée, les problématiques soulevées seront un modèle pour l'historiographie de toute cette région transfrontalière.

Serena Morelli
Università degli studi della Campania Luigi Vanvitelli²⁸³

²⁸³ Traduction Jean-Paul Boyer.

FER Yannick et MALOGNE-FER Gwendoline (dir), *Le Protestantisme à Paris. Diversité et recompositions contemporaines*, Labor et Fides, Paris, 2017.

Une équipe d'universitaires, principalement sociologues, anthropologues et historiens, brosse un portrait précis et nuancé du protestantisme parisien actuel.

Le livre souligne d'abord la juxtaposition de plusieurs Églises protestantes qu'on peut schématiquement regrouper en deux familles : le tronc historique qui constitue l'Église protestante unie de France et les évangéliques, souvent d'origine immigrée. Ces derniers deviennent parfois majoritaires, comme à Melun, et l'on peut alors observer une africanisation des Églises, d'autant que des pasteurs étrangers se trouvent parfois à la tête de certaines paroisses. Cette situation peut être comprise comme une ouverture à l'altérité et l'amorce d'un processus d'intégration dans la société du pays d'accueil : près d'un tiers des conseillers presbytéraux ont passé leur jeunesse hors de la France métropolitaine. La Fédération protestante essaie de sensibiliser les fidèles à la diversité culturelle et les invite à bâtir des ponts entre les Églises. Mais l'équilibre ne s'établit pas facilement. La Fédération est consciente de sa responsabilité consistant à représenter tout le protestantisme et, en même temps, elle ne veut pas être confondue avec les courants évangéliques issus de l'immigration, réputés moins intellectuels et privilégiant des pratiques très démonstratives, bruyantes, charismatiques. Certains fidèles traditionnels, mal à l'aise dans une paroisse animée par les évangéliques étrangers, partent à la recherche d'un autre lieu de culte plus conforme à leurs attentes. Dans certaines paroisses, les étrangers, accueillis pendant un certain temps, sont priés de partir car ils se révèlent trop différents ou trop nombreux. Ce fut le cas des Africains francophones dans le Temple du Marais. Chez les anglicans, les Tamouls du Sri Lanka restent en marge.

Les Églises évangéliques étrangères, qui réunissent des effectifs de niveau social modeste, résident surtout en banlieue, jouent un rôle social et religieux important en dispensant à leurs fidèles des aides diverses et des conseils, en tenant un rôle de médiatrices avec la France, en maintenant des liens avec le pays d'origine, en valorisant la fonction des membres de l'Église invités à construire un avenir idéalisé et à évangéliser les Français. La cathédrale américaine de Paris estime avoir aussi un devoir d'accueil auprès des militants LGBT, principalement francophones, qui la rejoignent. Les évangéliques arabes, égyptiens, libanais, maghrébins souhaitent convertir les musulmans en leur montrant qu'il existe une communauté culturelle entre le christianisme et l'islam, en rappelant que Jésus était un sémite. Certains étrangers, comme les Chinois Wenzhou, s'attachent à organiser et à institutionnaliser leurs Églises. Les protestants nouveaux venus en France, se démarquant de leurs frères luthéro-réformés ancrés dans une tradition de discrétion, essaient d'acquérir une plus grande visibilité sociale, ce qui peut engendrer une volonté de représentativité dont, jusqu'alors, le tronc luthérien détenait le monopole.

Ainsi, le livre met bien en évidence la diversité du protestantisme, plus forte que jamais, diversité sociale, culturelle, théologique, générationnelle, territoriale. Les processus d'intégration ou de différenciation sont bien décrits, de même que les liens entre les faits religieux et les espaces urbains. La complexité des identités et de leurs évolutions inspire des

passages passionnants. L'ouvrage, d'une évidente richesse, apporte une précieuse contribution à la connaissance du protestantisme contemporain.

Ralph SCHOR

DELEMOTTE Bernard, *Le Droit de vote des étrangers. Une histoire de quarante ans*, L'Harmattan, Paris, 2017, préface de Catherine Wihtol de Wenden.

Bernard Delemotte, militant associatif, est partisan de l'accès des étrangers non européens aux droits politiques, à l'échelle municipale dans un premier temps. Il publie un livre qui retrace l'histoire de ce combat depuis 1970.

L'ouvrage rappelle que le droit de vote des immigrés est inscrit dans le programme du Parti socialiste dès 1973 et que plusieurs organisations de gauche, dont le PSU, adoptent la même position. C'est l'époque où des commissions consultatives d'immigrés apparaissent dans plusieurs pays d'Europe. Pour l'élection présidentielle de 1981, François Mitterrand, dans sa 80^e proposition, annonce l'octroi du droit de vote municipal aux étrangers justifiant de cinq ans de présence sur le sol français. Mais, une fois élu, arguant de ce que l'opinion publique ne lui paraît pas prête à accepter cette réforme, il ne lui donne pas de suite.

Le traité de Maastricht, signé par les douze États membres de la CEE le 7 janvier 1992, amène une nouvelle donne puisqu'il accorde le droit de vote et d'éligibilité aux ressortissants des divers États de la Communauté. Les partis se divisent sur l'introduction de cette disposition dans le droit français ; ainsi, Lionel Jospin y est hostile alors que Martine Aubry se déclare favorable. Finalement, la directive est appliquée pour la première fois aux municipales de mars 2001 : sur 80 000 conseillers municipaux sont élus 204 étrangers. L'idée apparaît alors de mettre en place des commissions consultatives réservées aux étrangers non communautaires dépourvus du droit de vote ; Bourg-en-Bresse, Grenoble, Bordeaux, Nantes, Toulouse, Lille se dotent de telles instances. Des personnalités comme Jean-Pierre Chevènement et Gilles de Robien prennent parti pour l'extension du droit de vote. L'Assemblée nationale en 2000 et le Sénat en 2011 votent en faveur de ce droit. François Hollande promet de la faire entrer dans les faits s'il est élu en 2012. Mais la promesse n'est pas tenue.

Les responsables hostiles au changement avancent que les obstacles constitutionnels sont insurmontables, que les Français ne sont pas prêts à accepter une telle réforme alors que les opinions favorables mesurées par sondage sont passées de 32 % en 1994 à 54 % en 2016, que la citoyenneté ne peut être dissociée de la nationalité, qu'il ne faut pas créer des citoyens de deuxième zone votant seulement aux municipales.

L'ouvrage rédigé par un militant se lit cependant comme un manuel car il se révèle très complet et objectif. Il opère d'utiles comparaisons avec de nombreux pays étrangers. Il souligne que la revendication du droit de vote en faveur des étrangers, considéré comme un instrument d'intégration dans les années 1970-1980, apparaît depuis les années 2000 comme un progrès démocratique.

Ralph SCHOR

BRUSTOLON-GLATZ André, Georges-Fernand Dunot de Saint-Maclou, fondateur du Bureau des constatations médicales et co-fondateur de l'Hospitalité Notre-Dame de Lourdes, éd. Vellar-Gorle, 2019, 650 pages.

Le père Brustolon-Glatz, OMI, publie une savante étude sur une figure peu connue, le Dr Dunot de Saint-Maclou (1828-1891) qui fonda en 1883 le Bureau des constatations médicales de Lourdes.

Dunot, issu d'une famille aristocratique du Calvados, effectua ses études au Collège royal de Caen (1839-1842), puis à l'École militaire de Saint-Cyr qu'il dut abandonner pour raison de santé. Il s'inscrivit alors à l'École agronomique de Versailles. Il s'orienta ensuite vers des études médicales et fut reçu comme docteur en médecine par l'Université catholique de Louvain en 1862. Dunot, conservateur légitimiste, s'attacha toujours à unir sa foi profonde et son adhésion aux thèses de Saint-Thomas d'Aquin. Créationniste, réfutant l'idée de génération spontanée, s'intéressant aux sciences naturelles et humaines, il faisait preuve d'une vaste érudition. Fidèle à la papauté qui le fit commandeur de l'Ordre pontifical de Saint-Sylvestre, il assista au concile de Vatican I aux conclusions duquel il souscrivit. Adeptes du *Syllabus*, il refusait la modération et le juste milieu qu'il assimilait à « l'horrible plaie du scepticisme ».

Résidant dans son château d'Ouézy, Dunot de Saint-Maclou fut maire de cette commune de 1865 à 1871 et se consacra principalement aux malades pauvres qu'il soignait gratuitement. En 1871, quittant définitivement la Normandie, il s'établit à Nice, place Cassini, dans l'espoir que la santé de son épouse et de sa belle-mère s'améliorerait au soleil du Midi. Il fut le co-fondateur et le rédacteur en chef de la *Semaine religieuse du diocèse de Nice* jusqu'en 1877. En 1873, il fut admis dans l'archiconfrérie des Pénitents noirs. Veuf en 1877, Dunot s'installa alors chez les oblates de Marie de Saint-Pons, dont il était très proche, et adopta un style de vie quasi-monacal.

Le docteur Dunot de Saint-Maclou qui aimait le sanctuaire de Lourdes partagea désormais son temps entre Nice et la ville mariale. Là, il résidait chez les missionnaires de l'Immaculée Conception. À Lourdes, l'homme de science et de foi se trouvait confronté au phénomène des guérisons réputées miraculeuses. Dunot considérait qu'il fallait faire preuve de prudence en repoussant à la fois l'enthousiasme irréfléchi de certains et le rationalisme de principe qui niait l'intervention de Dieu dans l'histoire. À cette fin, il mit en place en 1883 un Bureau des constatations médicales où, avec l'aide d'autres médecins, il examinait les guérisons survenues à la grotte. Cette initiative fut approuvée par le pape Léon XIII. Le père Brustolon précise que le Dr Dunot ouvrit 599 dossiers de guérisons entre 1884 et sa mort, mais il ne dit pas combien de cas furent reconnus comme miraculeux par l'Église dans la même période.

L'ouvrage s'appuie sur de très vastes dépouillements d'archives provenant du Vatican et des lieux où vécut Dunot. L'étude suscite quelques réserves qui peuvent être paradoxalement considérées aussi comme des points positifs. En premier lieu, ce gros livre comprend de nombreuses digressions et des développements généraux, parfois éloignés du sujet, qui ralentissent le récit, mais offrent des renseignements sur des personnages secondaires et sur l'histoire générale. En second lieu, l'auteur, s'éloignant de la neutralité que

recherche l'historien, affiche clairement ses idées et juge son temps. Ultramontain contemporain, il condamne sévèrement ceux qui sont « plus ou moins infectés par le courant pernicieux des erreurs du jansénisme, du gallicanisme, du naturalisme et du libéralisme » (p. 131). Il déplore de nombreux comportements laïques et la déchristianisation « qui entraîne une confusion morale évidente et une perte de la raison » (p. 531). Mais ces choix permettent à l'auteur de bien comprendre un certain courant de l'Église et de pénétrer directement dans l'univers mental de Dunot. Sur le fond, le livre fournit une masse d'informations précieuses sur la vie religieuse en Normandie et à Nice, sur l'organisation du sanctuaire de Lourdes, l'essor des pèlerinages. Le lecteur pourra suivre le cheminement spirituel d'un homme, Dunot de Saint-Maclou, très représentatif d'un certain milieu et d'une sensibilité religieuse traditionaliste. L'auteur définit clairement le réseau de relations de son héros et montre les défis que celui-ci dut affronter dans une époque d'intenses bouleversements.

Ralph SCHOR

THEVENON Luc, *50 églises et chapelles gothiques du Comté de Nice et des pays de Vence et de Grasse*, Archeam, Revue d'Archéologie des Alpes-Maritimes, 2018-2019.

Luc Thévenon, conservateur honoraire du Musée Masséna, excellent connaisseur des trésors artistiques visibles dans l'actuel département des Alpes-Maritimes, publie une précieuse synthèse sur l'art gothique dans la région.

L'auteur rappelle d'abord le dédain dans lequel fut tenue l'architecture gothique à la fin du Moyen Âge et les destructions d'édifices, parfois vastes, qui survinrent alors, notamment à Nice. La région de Nice, Vence et Grasse resta longtemps fidèle à la sobriété romane. Aussi les premières constructions gothiques ne datent-elles que de la fin du XV^e et du XVI^e siècles. De nombreux témoignages en sont conservés dans le haut pays. Le plan type consiste en un vaste rectangle divisé en trois nefs par des rangées de colonnes et s'achevant sur un chevet plat.

Luc Thévenon présente ensuite cinquante monographies consacrées à des lieux de culte gothiques, modestes chapelles, importantes collégiales comme celles de Tende et La Brigue, édifices composites dont seule une partie est gothique. Les églises les plus difficiles à analyser en raison de leur histoire complexe, comme la paroissiale Saint-Véran d'Utelle, ne sont pas oubliées. L'auteur retrace le destin de chaque bâtiment et ses remaniements successifs, tels que la paroissiale Sainte-Marie-Madeleine de Biot. À cette fin, il mobilise l'examen strictement architectural, les archives, les inscriptions, voire la toponymie ou les aquarelles d'Alexis Mossa quand la reproduction de celles-ci se révèle utile à l'intelligence du texte. L'auteur signale les réussites artistiques, ainsi la belle voûte de la chapelle Saint-Jean-Baptiste de Bonson. Il éclaire les singularités comme l'utilisation des restes du château comtal de Lucéram dans la construction de la paroissiale Sainte-Marguerite. Le mobilier fait l'objet de présentations brèves et denses.

L'ouvrage comporte une riche iconographie, plans et photos presque toutes dues à l'auteur, d'abondantes notes et mentions bibliographiques. La richesse qu'offre cette

publication fait de celle-ci une œuvre de référence et un guide de visite aussi érudit que facile à lire. La lecture en est recommandée à tous les amateurs d'art.

Ralph SCHOR

AUVRAY Michel, *Histoire des Citoyens du monde. Un idéal en action de 1945 à nos jours*, Imago, Paris, 2020, 342 pages.

Les horreurs engendrées par la Deuxième Guerre mondiale sont immédiatement suivies par la découverte du péril atomique. Après le lancement des bombes américaines sur le Japon, Albert Camus note : « La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie ». C'est dans ce climat posant de nombreuses questions à la conscience humaine que des esprits de bonne volonté, comme Einstein, s'interrogent, réclament une assemblée constituante universelle, un Parlement mondial, une citoyenneté planétaire. En mai 1948, un inconnu, ancien pilote de bombardier, Garry Davis, renonce à sa citoyenneté américaine et, en septembre, s'installe sur le parvis du Palais de Chaillot où se tient la troisième session de l'Assemblée générale de l'ONU. Davis, qui se proclame « premier citoyen du monde », demande la protection de l'institution internationale. Ce geste lui vaut une célébrité immédiate et lui attire de nombreux soutiens : l'ancien résistant, orateur brillant et organisateur efficace Robert Sarrazac, André Breton, Albert Camus, Emmanuel Mounier, l'abbé Pierre, Vercors, Richard Wright...

Ces intellectuels relaient la cause mondialiste dans les médias, jusqu'au *Canard Enchaîné*, organisent de grands meetings comme à la salle Pleyel et au Vel'd'hiv. Même si Sartre et les communistes gardent leurs distances, les foules sont au rendez-vous. Le président Vincent Auriol reçoit Garry Davis le 21 décembre 1948. Des cartes de citoyen du monde sont imprimées et distribuées. Le 30 juillet 1949, Cahors se proclame ville du Monde, *Cahors Mundi*. Des centaines de communes du Lot et d'autres départements en font autant, de même que certaines villes étrangères. Une symbolique route sans frontières est ouverte de Cahors à Figeac, la « Route mondiale n° 1 ».

Mais la personnalité instable et imprévisible de Davis déçoit ses amis qui le tiennent souvent à l'écart des décisions. Son choix de soutenir les objecteurs de conscience lui aliène des sympathies. Beaucoup le considèrent comme un utopiste peu fiable. Daniel Mayer, secrétaire général de la SFIO, confie qu'il croira à la cause quand Moscou se déclarera ville mondiale. Davis décide finalement de rentrer aux États-Unis en 1950 pour méditer et se marier. Le déclenchement de la guerre de Corée, le durcissement de la guerre froide, l'active campagne des communistes en faveur de l'appel de Stockholm contre l'arme atomique, l'inorganisation du mouvement mondialiste, tous ces facteurs rendent de plus en plus inaudible le message du mouvement des Citoyens du monde et entraînent son déclin inexorable.

C'est à l'histoire de cette aventure dont le succès s'étale sur seulement quatre années, de 1948 à 1952, que l'historien et journaliste Michel Auvray a consacré un ouvrage intéressant en ce qu'il ressuscite un épisode en grande partie oublié. L'auteur s'attache à établir et à contextualiser les faits, à restituer le climat, à évaluer les responsabilités de

chacun. Le lecteur pourra se demander si, depuis 1950, la cause défendue par les mondialistes et les institutions internationales a stagné ou progressé.

Ralph SCHOR

SCHAMA Simon, *L'Histoire des Juifs. Appartenir de 1492 à 1900*, Fayard, Paris, 2017, 780 pages.

Le gros volume de Simon Schama, professeur à l'Université Columbia, risque de déconcerter le lecteur français habitué aux études universitaires traditionnelles. Le livre, en effet, ne comporte pas d'introduction ni de conclusion ; la table des matières, présentée en termes allusifs, n'indique guère les thèmes traités. Le lecteur ne trouvera pas de tableaux statistiques, de graphiques ou de cartes qui eussent parfois été utiles. Le style apparaît aussi singulier : l'auteur offre peu de développements généraux ou synthétiques ; sa méthode consiste généralement à évoquer une anecdote, un destin individuel, un récit de voyage à partir duquel il donne à comprendre une situation ou une évolution générale.

Cette succession de vignettes, cette composition impressionniste, ces tableaux colorés ne manquent cependant pas d'intérêt et de charme. L'auteur, qui a du style et fait preuve d'érudition, présente des scènes vivantes, il aime décrire les climats et les ambiances, les décors et les ameublements, les dessins ornant les étoffes précieuses, voire la mine de ses héros, tels les juifs débarquant à Anvers, « le teint cireux sous l'effet de la peur et du mal de mer » (p. 39). Simon Schama parcourt le monde et entraîne son lecteur aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en France, à Francfort, à Venise et à Damas, en Pologne, en Russie et en Ukraine, dans l'empire ottoman, en Chine, aux États-Unis où le commodore Uriah Levy rachète et restaure la maison de Jefferson. Il brosse le portrait de nombreux juifs représentatifs, Spinoza, Meyerbeer, les frères Pereire, Herzl, mais aussi le boxeur Daniel Mendoza, des banquiers, des diamantaires, des médecins, des rabbins, des écrivains, des vendeurs à la criée... L'exploration, souvent très détaillée, de ces milieux et des individus qui les composent permet d'illustrer les activités commerciales, la législation élaborée par les États chrétiens ou musulmans, le temps du travail comme celui des loisirs, les idées, notamment à l'époque des Lumières, la spiritualité, la Bible, la Torah, le Talmud, l'identité juive, les processus d'acculturation et d'intégration. Dans le passage consacré à la Révolution française, Simon Schama rappelle la célèbre formule de M. de Clermont-Tonnerre : « Il faut tout refuser aux juifs comme nation, il faut tout leur accorder comme individus (...). Il faut qu'ils soient citoyens » (p. 389). Cet ouvrage est dans doute plus l'oeuvre d'un brillant conteur que celle d'un didacticien.

Ralph SCHOR

SALLEE Frédéric, *Anatomie du nazisme*, Le Cavalier bleu, Paris, 2018, 207 pages.

L'horreur rétrospective que suscite le nazisme, les idées reçues qu'il inspire, la complexité de l'analyse entretenue par de très nombreuses publications – près de 40 000 dans la seule langue allemande – nécessitaient une mise au point. C'est à ce travail que s'est

consacré Frédéric Sallée. L'ouvrage est construit comme une suite d'affirmations, généralement considérées comme des faits acquis, affirmations que l'auteur s'attache à nier ou, le plus souvent, à nuancer.

Frédéric Sallée montre que le nazisme ne fut pas seulement une réaction antibolchevique, mais qu'il s'enracina aussi dans un terreau national. Aussi ne se révéla-t-il pas comme un simple prolongement du fascisme italien, les objectifs des deux idéologies et la place centrale de l'antisémitisme en Allemagne engendrant de réelles différences. Pour autant, le nazisme n'était pas inscrit dans l'ADN germanique. Son triomphe ne fut pas uniquement dû à l'aide financière du grand patronat allemand. Le manteau socialiste dont le nazisme se para fut seulement un moyen d'attirer une partie des Allemands et un instrument du totalitarisme, non une fin recherchée. La crise de 1929 ne peut être comprise comme la seule cause du succès des nazis dans l'opinion. L'auteur montre bien que le NSDAP ne recruta pas seulement ses troupes dans le monde urbain, mais aussi chez les ruraux, notamment grâce aux efforts de Walter Darré. De même, il sut se concilier de nombreux appuis parmi les anciens partis et chez les femmes allemandes.

Le livre insiste sur l'évolution des fonctions dévolues aux camps de concentration au fil du temps. Il offre de précieuses mises au point sur les SA, les lois de Nuremberg, la résistance allemande, la concentration croissante des pouvoirs dans les mains de Hitler qui n'était pas un « dictateur faible », sur les théories « intentionnalistes » et « fonctionnalistes », le rôle de la chronologie de la guerre dans la mise en oeuvre du génocide, le niveau mental et culturel des bourreaux, les images de la Shoah. Le livre s'achève sur des développements relatifs à la mémoire du nazisme. La vision du monde que celui-ci élaborait n'a pas disparu avec lui. Il a fait école à travers le monde. La dénazification ne s'avéra pas totale, comme le montre, entre autres, le cas de Kurt Waldheim.

Frédéric Sallée, grâce à son érudition et à sa maîtrise bibliographique, confirme ce que beaucoup d'historiens savent et dissipe les illusions, les jugements hâtifs, les lieux communs qu'ils inspirent dans le grand public. L'auteur montre bien la difficulté que présente une analyse cohérente et rationnelle face à un système complexe, en constante évolution, marqué par l'irrationalité et l'amoralité.

Ralph SCHOR

ABOU Pierre, *Riviera française. Les bâtisseurs, 1773-1815*, Éditions de la Bisquine, Paris, 2019, 433 pages.

Le livre de Pierre Abou soulève d'emblée la perplexité, voire l'inquiétude, du lecteur. Le titre fait penser à une étude qui porterait sur la préhistoire du tourisme. Mais la quatrième de couverture et la table des matières dissipent cette illusion : l'ouvrage s'intéresse à l'arrivée des Français dans le Comté de Nice en 1792, à l'annexion de celui-ci et à la constitution du premier département des Alpes-Maritimes en 1793. En outre, le préfacier indique que ces années françaises sont « pratiquement effacées des manuels » (p. 10) ; l'auteur confirme qu'il a voulu mettre fin à « l'occultation quasi-totale d'une période aussi longue, allant de 1793 à

1814 ». Or les manuels ne se révèlent pas si discrets. Il est vrai qu'ils ne figurent pas dans la bibliographie qualifiée d'ailleurs de « subjective » (p. 421). Ainsi la classique *Histoire de Nice et du Pays niçois* (Privat, 1976), due à Maurice Bordes, réserve 34 pages à la période concernée. La *Nouvelle histoire de Nice* (Privat, 2006), dirigée par Alain Ruggié, consacre, sous la plume de Michel Derlange, 14 pages au même sujet. Les dictionnaires d'histoire locale, *Les Niçois dans l'histoire* (Privat, 1988) et le *Dictionnaire historique et biographique du Comté de Nice* (Serre, 2002) ne sont pas davantage cités. Autre défaillance, certains noms propres sont écorchés : le patronyme de l'historien Michel Iafelice qui a travaillé sur les barbets est orthographié Lafelice ; la vieille famille aristocratique provençale de Raousset-Boulbon devient Roasset-Bolbon (p. 318) ; Smollett perd un l. « Quoi que », locution pronominale, est toujours écrite en un seul mot comme s'il s'agissait de la conjonction de subordination. Enfin l'auteur précise, dans un avertissement, qu'il prêtera aux personnages des opinions ou des réflexions non attestées par des documents, mais « conformes à leur conduite » (p. 17).

Or la lecture ne confirme pas toujours les craintes initiales et réserve même d'heureuses surprises. Certes, le tableau de Nice en 1789 apparaît un peu léger et aurait pu être étayé par des études universitaires et des témoignages autres que ceux de Smollett et de Lalande, par exemple celui d'Arthur Young. Mais les développements portant sur les pratiques commerciales et l'armement maritime sont intéressants. Particulièrement réussie est l'analyse consacrée au monde du négoce protestant suisse en Méditerranée et plus précisément à Nice.

Le point fort du livre repose sur une étude détaillée de la mission accomplie à Paris par Jean-Dominique Blanqui et le financier suisse Gabriel-Isaac Veillon, chargés d'obtenir l'intégration du ci-devant Comté de Nice à la France. Grâce à de nombreux dépouillements d'archives, dont certaines ont été découvertes en 2016 dans une demeure familiale des Veillon enracinés dans le canton de Vaud, l'auteur reconstitue le jeu subtil que jouèrent les deux envoyés de Nice. Certes, l'action des Niçois restés dans leur ville, comme Jean-Alexandre Pauliani, n'est pas mentionnée. Mais la stratégie de Blanqui et de Veillon est bien caractérisée : le premier s'exprime à la tribune, le second remet des mémoires ; les deux hommes s'estiment réciproquement et se complètent parfaitement ; ils usent de moyens parfois contestables, détournement de procédure ou production d'un faux ; ils dénoncent les très réelles exactions commises par les armées françaises dans le Comté, mais ils ne tiennent pas vraiment compte des responsabilités respectives des coupables mis en cause, Barras, Masséna, le général d'Anselme... ; ils agissent habilement au milieu des factions présentes à la Convention et manœuvrent efficacement entre les élus hostiles à l'union et les partisans de celle-ci, Danton, Cambon, Collot d'Herbois, le peintre David.

L'un des mérites du livre est d'éclairer le visage méconnu de Veillon, homme des Lumières, cosmopolite, faisant valoir à la Convention l'intérêt économique et stratégique qu'aurait la France à intégrer le Comté de Nice. L'auteur ne cache pas les facettes contradictoires du personnage : honnête et légaliste, mais n'hésitant pas à agir aux confins du droit strict ; partisan de la Révolution, mais pas au point de compromettre ses intérêts et confortant sa fortune en gérant discrètement les biens des aristocrates émigrés.

En définitive, malgré les diverses réserves que suscite son livre, on peut complimenter Pierre Abou qui apporte du neuf et, quand la documentation fait défaut, présente des raisonnements qui conduisent à des conclusions vraisemblables.

Ralph SCHOR

SELLIER Jean, *Une histoire des langues et des peuples qui les parlent*, La Découverte, paris, 2019, 711 pages.

Quelque 6 000 langues sont aujourd'hui recensées sur le globe. Cette extrême diversité fut souvent attribuée par les anciens à un châtement divin. Les historiens, pour leur part, utilisant des outils scientifiques, essaient de reconstituer le parcours des langues dans l'espace et dans le temps, d'identifier les localisations originelles, les facteurs de diffusion, d'essor ou de rétractation, voire de disparition : l'empereur Claude, mort en 54 après J.C., est généralement considéré comme le dernier homme ayant compris la langue étrusque. Jean Sellier a entrepris de retracer une histoire planétaire des langues et a réussi dans cette entreprise colossale.

L'auteur consacre une première partie à la période antérieure à l'écriture. Il étudie d'abord la découverte de la famille indo-européenne et des langues qui s'y rattachent, le hittite étant la plus anciennement attestée et le lituanien la plus archaïque. Il explore ensuite les parlars de l'Oural à l'Extrême-Orient, du Pacifique, d'Afrique, d'Amérique où sont répertoriées 960 langues dont 290 éteintes.

Les langues écrites, avant l'apparition de l'imprimerie, font l'objet de la deuxième partie. L'auteur analyse l'usage des pictogrammes qui ont précédé les signes d'écriture, les premiers domaines spécialisés auxquels celle-ci fut appliquée (inventaires, divination...), l'ajout des voyelles aux consonnes, le cunéiforme et ses 800 signes, les hiéroglyphes, la période gréco-romaine. Il se penche ensuite sur l'Europe médiévale ; il passe en revue les langues romanes sans oublier le roumain aux origines obscures, les langues celtiques, germaniques, slaves, baltes, les mondes arabe, turco-iranien, indien, chinois et ses nombreux caractères d'usage (2 981 dans les œuvres complètes de Mao), maya et méso-américain.

La dernière partie, consacrée à l'époque moderne et contemporaine, souligne le triomphe de l'imprimerie, l'inégalité entre les langues, car certaines sont appuyées puissamment par l'État-nation : l'Indonésie impose le malais, le Pakistan l'ourdou... Deux cents langues parlées par plus de 95 % de l'humanité sont considérées comme politiquement privilégiées. Les minoritaires contestent la toute-puissance de la langue officielle, ainsi les Catalans hostiles au castillan. En Europe est élaborée une Charte des langues régionales ou minoritaires que les États ratifient ou non.

À la somme impressionnante que publie Jean Sellar manque une conclusion générale. Mais la brillante érudition de l'auteur, la clarté modèle avec laquelle il présente un sujet exceptionnellement complexe, la présence de nombreuses cartes inédites, de tableaux, d'un index des notions et d'un *index nominum* rendent cette réserve secondaire. Jean Sellier, face aux controverses que soulève l'histoire des langues, fait preuve d'une prudence louable, ainsi

dans l'exposé de la théorie selon laquelle l'origine des grandes familles linguistiques serait due à l'expansion des populations d'agriculteurs à l'époque préhistorique. Les instruments d'étude sont parfaitement utilisés : archéologie, génétique des populations fondée sur l'analyse de l'ADN des ossements, linguistique, étude de tous les types de textes, des tablettes mésopotamiennes aux livres élaborés, sur tout support. L'ouvrage confirme et précise, preuves scientifiques à l'appui, ce que l'on savait quant aux facteurs de diffusion des parlers : migrations, conquêtes de tout type, circuits commerciaux... Cet ouvrage, magistrale mise au point, mérite de figurer dans toutes les bibliothèques.

Ralph SCHOR

SOLOWEITSCHIK Leonty, *Un prolétariat méconnu. Étude sur la situation sociale et économique des ouvriers juifs*, Arbre bleu éditions, Nancy, 2019, 207 pages.

« Mais y a-t-il donc des ouvriers juifs ? J'ai cru jusqu'ici que tous les juifs étaient banquiers ». Telle fut la réponse que fit un universitaire de Genève à Leonty Soloweitschik qui souhaitait préparer une thèse sur le prolétariat juif. Cette étude fut effectuée, finalement soutenue à l'Université libre de Bruxelles en 1898 et éditée à Paris la même année. C'est ce travail pionnier, l'un des premiers à porter un regard scientifique sur les ouvriers juifs, qui est réédité.

L'auteur rappelle que les juifs furent d'abord des agriculteurs et des éleveurs. Seuls les aléas de l'histoire les poussèrent vers le commerce, la banque et l'industrie. Après cette remarque initiale, Soloweitschik entreprend un voyage à travers le prolétariat formé par ses coreligionnaires. En Hollande, à la suite de l'émancipation prononcée le 2 décembre 1796, les juifs peuvent s'adonner à tous les métiers, particulièrement à celui de diamantaires dont ils constituent 60 % des effectifs. Le long chapitre consacré à l'Angleterre, surtout à l'East End de Londres, quartier presque totalement juif, montre la profonde misère d'une population surtout yiddishophone et soumise au redoutable « Sweating System » : travail irrégulier et comprenant de lourds horaires, jusqu'à 20 heures quotidiennes, salaires de famine et insalubrité des logements-ateliers. Les ouvriers chrétiens éprouvent de l'antipathie pour les juifs qui exercent une concurrence à leur détriment et témoignent d'un niveau culturel et moral plus élevé. Si les juifs sont très tournés vers l'entraide et la bienfaisance, ils refusent d'adhérer aux unions car ils n'ont pas les moyens d'assumer les pertes de gains en temps de grève. Aux États-Unis, règnent la même misère et la même exploitation des ouvriers, mais ceux-ci, menés par une jeunesse plus instruite, sont davantage portés à se syndiquer. D'autres pages sont consacrées à la Roumanie où la situation se révèle « misérable et pitoyable à l'extrême » (page 140), à la Russie où les lois d'exception marginalisent les juifs, à la Pologne russe, à la Palestine, la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie. L'auteur n'évoque pas la France. Michel Dreyfus qui signe une excellente préface ne peut qu'émettre des hypothèses pour expliquer ce silence : Bernard Lazare a déjà abordé le sujet ? Celui-ci est trop brûlant pour un travail universitaire ? Les juifs trop peu nombreux en France pour justifier une étude ?

En tout cas, Leonty Soloweitschik offre une analyse neuve pour l'époque et solidement documentée. Il brise le mythe du juif assimilé à Rothschild. Il rédige de brèves notices historiques et donne ensuite à son travail une dimension nettement sociologique. Ses observations sur la situation juridique, démographique, économique, morale, sur l'intégration

dans la société environnante, montrent un effort d'objectivité relevé par de nombreux articles publiés après la parution du livre. Les comparaisons avec la situation des ouvriers chrétiens ouvrent des perspectives de réflexion. Cet ouvrage marqua une étape dans la lutte contre les préjugés antisémites. Mais on ne peut dire qu'il remporta le combat.

Ralph SCHOR

BRICE Catherine, *Histoire de Rome et des Romains de Napoléon Ier à nos jours*, Perrin, Paris, 2017, 494 pages.

Rome, héritière d'un passé antique prestigieux, capitale du catholicisme et de l'État italien, passée de 170 000 habitants vers 1800 à 2 800 000 en 1990. C'est à l'histoire contemporaine de cette ville hors du commun que s'est vouée avec succès Catherine Brice, professeur à Paris-Créteil et ancienne directrice des études à l'École française de Rome.

L'ouvrage s'ouvre à l'époque où l'*Urbs* n'est encore que la capitale de l'État pontifical, État faible régnant sur une société hiérarchisée et inégalitaire. Les Français créent la République romaine (1798-1799) qui impose des réformes décisives dans le domaine administratif et social, dont une constitution élaborée par Monge. Napoléon Ier, qui ne viendra jamais à Rome, fait de celle-ci une « ville impériale et libre » (1809), la deuxième ville de l'Empire, et poursuit les réformes. En 1814, le pape Pie VII retrouve sa capitale et, malgré la modération de son secrétaire d'État, le cardinal Consalvi, entreprend une restauration en tout domaine. Pie IX, élu en 1846, libéral à ses débuts, s'enferme dans le conservatisme après l'épisode révolutionnaire de 1848-1849. Il se considère comme prisonnier au Vatican quand Rome devient la capitale du royaume de l'Italie, unifiée en 1870. La dynastie de Savoie s'installe au Quirinal et attribue aux ministères des locaux conventuels malcommodes. En 1907, l'avènement d'un maire, Ernesto Nathan, Anglais de naissance, juif et franc-maçon, marque l'entrée dans une nouvelle ère. La religion n'en reste pas moins fondamentale dans le décor urbain, les moeurs, les efforts de reconquête déployés par le pape Léon XIII.

Dans les débats qui précèdent l'entrée en guerre de 1915, Rome donne le ton dans l'élan nationaliste du moment. Mussolini, au pouvoir à partir de 1922, déteste Rome mais tire parti du rayonnement symbolique de cette cité et de l'héritage de la romanité. Rome est désormais partagée entre le pape, le roi et le fascisme dont elle est le cœur. La Deuxième Guerre mondiale frappe durement la ville, bombardée, affamée, malmenée par l'occupation allemande à partir de 1943. Après la guerre, Rome se relève difficilement, est désolée par les radicalisations politiques et le terrorisme durant les années de plomb (1973-1983), souffre d'une modernisation incontrôlée ; le centre historique est « dysneylandisé », observe Catherine Brice (page 447). Mais l'année sainte de 1950, la signature du traité de Rome en 1957, les Jeux olympiques de 1960, le concile Vatican II, le prestige de Jean-Paul II, la réputation de capitale de la *dolce vita* maintiennent l'image d'une ville singulière.

Tout au long de l'ouvrage, l'auteur offre des analyses détaillées portant sur la vie économique et sociale, la démographie, les divers quartiers, l'urbanisme, sujet complexe et

discuté, les fouilles archéologiques, les mentalités, les fêtes, la religiosité, les pèlerinages, la vie culturelle, depuis les grandes expositions fascistes jusqu'au cinéma. L'information apparaît toujours sûre, honnête, maîtrisée, ce qui rend la lecture particulièrement facile. Une réussite.

Ralph SCHOR

VALBOUSQUET Nina, *Catholique et antisémite. Le réseau de Mgr Benigni, 1918-1934*, CNRS Editions, Paris, 2020, 325 pages.

Les bonnes thèses d'histoire se nourrissent d'archives inédites et apportent des informations nouvelles bien problématisées. C'est le cas de l'étude conduite par Nina Valbousquet autour du réseau catholique international antisémite et réactionnaire animé par Mgr Benigni.

Mgr Benigni anime à partir de 1909 le *Solidatum Pianum*, dit la Sapinière, réseau secret dénonçant tout ce qui touche au modernisme, cela avec l'appui du pape Pie X. Ce réseau est réduit au silence par la guerre de 1914 qui place ses membres dans des camps ennemis, par les excès mêmes de Benigni et par la disparition de Pie X dont les successeurs sont plus libéraux. Après la Grande Guerre, Benigni, marginalisé à Rome et se croyant persécuté par la hiérarchie, conserve, hors du giron de l'Église, son réseau qui juxtapose de nombreux militants et périodiques, comme les Français Mgr Jouin qui dirige la *Revue internationale des sociétés secrètes*, les pères Boulain et Rocafort, le pamphlétaire Urbain Gohier, des Italiens, des Russes blancs ; les antennes s'étendent jusqu'en Allemagne, en Suisse, en Roumanie, en Hongrie, au Royaume-Uni, au Québec, aux États-Unis avec Leslie Fry... Ces extrémistes forment une sorte d'internationale liée par des détestations communes : ils sont antimodernistes, antirévolutionnaires, antilibéraux, antilaïques, antidémocrates, antisionistes. Toutes les « déviations » leur paraissent avoir pour initiateurs les juifs. Des connexions s'établissent naturellement avec les mouvements réactionnaires comme l'Action Française.

Contre les juifs sont articulés d'innombrables griefs, même les plus éculés comme le crime rituel. Le déicide originel vaut aux fils d'Israël une malédiction définitive. Les juifs sont accusés de vouloir dominer le monde grâce à leur argent, à leur morale corruptrice, à l'étroite solidarité qui les lie, à leurs complices jésuites et démocrates-chrétiens. Benigni et ses amis diffusent largement les *Protocoles des sages de Sion*, preuve de la conspiration juive planétaire. Certains membres du réseau n'écartent pas l'idée que ce texte puisse être un faux, mais ils considèrent que, même si tel est le cas, il reflète une réalité indubitable. Beaucoup se méfient de l'antisémitisme allemand païen et racial, ce qui contredit l'idée d'une fraternité universelle des hommes voulue par Dieu. Mais, dans les faits, les amis de Benigni rejoignent le nazisme en répandant une conception déterministe de la race.

Les liens entre les membres du réseau sont entretenus par de multiples canaux, correspondances secrètes, revues militantes, bulletins dactylographiés comme *Veritas*, agence des presse *Urbs*. L'objectif est de fournir une information brute ou assortie de nombreux commentaires. Le tout est plus ou moins rassemblé en 1923 dans l'Entente romaine de défense sociale.

La nébuleuse Benigni est confrontée à des choix politiques. La condamnation de l'Action Française par le Saint-Siège en 1926 est généralement comprise comme une victoire de la secte judéo-maçonnique infiltrée dans l'Église. La signature des accords de Latran en 1929 choque la branche française qui y voit une renonciation du Saint-Siège à ses droits et satisfait Benigni qui s'engage de plus en plus dans un soutien au régime fasciste et se met finalement à son service comme agent rétribué. Benigni n'hésite pas à diffamer les plus hauts dirigeants de l'Église, ce qui lui attire des blâmes que ses activités antisémites ne lui avaient pas toujours valu.

Le livre de Nina Valbousquet est touffu et n'évite pas toujours les répétitions, sans doute faute d'un plan plus limpide. Mais il apporte une masse d'informations inédites sur les idées, les hommes, les réseaux, les méthodes. L'auteur montre bien l'ambition de Benigni visant à définir un antisémitisme d'expertise intellectualisée, distinct du rejet primaire duquel il ne se distingue cependant pas en toute circonstance. Ainsi est enrichie la connaissance des identités culturelles. Dans le cas présent apparaissent bien les contours d'un groupe ultraréactionnaire, nostalgique d'un ordre ancien, mais maîtrisant bien les moyens modernes de propagande et conscient du poids de l'opinion publique. L'idéal de ce groupe n'est pas si daté qu'on pourrait le croire car il a laissé des influences, sans doute minoritaires, mais encore présentes *hic et nunc*.

Ralph SCHOR

ZAMBON David, *Les Italiens sur le front de l'Est, juillet 1941-mars 1943*, Lemme édit. s.l. 2019, 117 pages.

L'engagement des troupes italiennes sur le front russe, sujet très étudié en Italie, beaucoup moins ailleurs, méritait une mise au point historique. David Zambon s'est chargé de cette étude dans un petit livre très clair.

Dès que Mussolini fut au courant du projet d'attaque allemande contre l'URSS en 1941, il souhaita vivement être associé à l'opération pour bénéficier de la victoire et de ses bénéfices, dut-il répudier les relations correctes qu'il avait entretenues jusque-là avec le pays des Soviétiques. Il fallait aussi que le *Duce* surmontât les réticences, voire le mépris des Allemands à l'égard de cet allié en difficulté dans les Balkans et en Afrique. Le livre relate les efforts déployés par l'Italie pour forcer la main au *Reich*, l'organisation du *Corpo di Spedizone Italiano in Russia* (CSIR) devenu en juillet 1942 *Armata Italiana in Russia* (ARMIR), l'impréparation, les opérations militaires depuis le succès initial (août 1941) jusqu'au désastre final (janvier-mai 1943), la retraite effectuée dans des conditions particulièrement dramatiques, le bilan militaire : l'ARMIR a peut-être perdu 100 000 hommes sur les 229 000 qu'elle comptait dans l'été 1942.

L'auteur essaie d'évaluer l'impact de cette guerre sur la troupe, le poids de l'anticommunisme dans ses rangs, la volonté de lutter contre les mécréants bolcheviks antireligieux, le rôle des communistes italiens, tel Palmiro Togliatti, installés à Moscou. Les rapports entre Allemands et Italiens se situèrent sous le signe de l'ambiguïté. Les premiers apprécièrent d'abord la bonne tenue des seconds, même s'ils jugeaient le soldat allemand

supérieur aux autres. Après la défaite, les tensions se fortifièrent. D'une manière générale, les Italiens montrèrent plus d'humanité à l'égard des populations locales, rouvrirent écoles et églises, modérèrent exigences, réquisitions et répression, au point de laisser sur place un souvenir globalement positif, surtout en comparaison avec les Allemands.

Ce livre, bien informé, équilibré, accompagné d'un riche appareil cartographique et iconographique, atteint bien ses objectifs.

Ralph SCHOR